

RECEIVED

DEC - 2 2014

14-11095

Confidential

Note to the Secretary-General
(Through the Deputy Secretary-General)

ACTION

COPY

AG

056/cdc

INTERNATIONAL SUPPORT TO BURKINA FASO

1. I refer to my note of 24 November in which I informed you that the United Nations was working with the African Union (AU) and the Economic Community of West African States (ECOWAS) to **establish a Contact Group on Burkina Faso**. On the same day, you received a letter from the President of the ECOWAS Commission, Mr. Kadré Désiré Ouédraogo, proposing the establishment of an international Contact Group co-chaired by the UN, the AU and ECOWAS (including draft terms of reference, attached), and requesting support for the preparation of its inaugural meeting in Ouagadougou, on 2 December.
2. Meanwhile, on 27 November, I received a letter from the AU Commissioner for Peace and Security, Mr. Smaïl Chergui, stating that the AU Commission was establishing, with the UN and ECOWAS, **an International Forum on Burkina Faso** to support the transition process and facilitate the mobilization of international support (attached). Commissioner Chergui proposed the organization of a technical-level meeting in Addis Ababa, tentatively scheduled on 8 December, to agree on the International Forum's operational modalities.
3. **While both letters refer to the decision reached at the African Union Peace and Security Council (AUPSC) meeting held on 18 November, they appear to contradict one another** as they propose the creation of two different international groups on Burkina Faso with similar composition and objectives. It is important that the international community continues to coordinate closely its initiatives and actions as it did since the onset of the crisis. The joint, harmonised action of the UN, AU, and ECOWAS, effectively prompted national stakeholders to agree swiftly on a one-year civilian-led transition and on the rapid establishment of transitional institutions. There is **a need to maintain pressure on transitional institutions** to ensure the one-year duration of the transition process is adhered to and the required support is provided.
4. In light of the above, **I have requested SRSB Chambas to engage** with relevant stakeholders and formulate recommendations on how best to harmonise the two proposals. I will keep you informed of relevant developments.



Jeffrey Feltman
1 December 2014

cc.: Ms. Amos
Mr. Chambas
Ms. Clark
Mr. Drennan
Mr. Ladsous
Mr. Menkerios
Mr. Fernandez-Taranco
Mr. Šimonović

POL/04/001

RECEIVED
DEC - 3 2014
DPSG CENTRAL

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P. 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321

Courriel: situationroom@africa-union.org

Réf. CPS/L/986.14

Addis Abéba, le 27 novembre 2014

Monsieur le Secrétaire général adjoint, *et Cher Jeff,*

Je vous écris au sujet de la situation au Burkina Faso et du suivi du communiqué adopté par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), lors de sa 468^{ème} réunion tenue le 18 novembre 2014. Permettez, à cet égard, que je réitère l'appréciation de l'UA pour la coopération et la diligence qui ont caractérisé l'action entreprise, à différents niveaux, par nos deux organisations, ainsi que par la CEDEAO, pour aider les acteurs burkinabé à mettre en place une transition civile après la démission du Président Blaise Compaoré.

Comme vous le savez, lors de sa réunion tenue le 18 novembre 2014, le CPS de l'UA a examiné la situation au Burkina Faso, et ce sur la base de la communication faite par l'Envoyé spécial de l'UA, M. Edem Kodjo, ainsi que du Mémoire que vous avez bien voulu soumettre et de la communication faite par le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations unies auprès de l'UA (UNOAU), M. Haile Menkerios. Au regard de l'évolution positive de la situation, notamment le rétablissement de la Constitution, la signature de la Charte de Transition et la désignation d'une personnalité civile comme Président de la Transition, et des recommandations faites, le CPS a décidé de ne pas prendre les mesures qui avaient été envisagées dans son communiqué du 3 novembre 2014, y compris la suspension de la participation du Burkina Faso aux activités de l'UA. Le CPS a réitéré l'engagement de l'UA, en étroite coopération avec la CEDEAO et les Nations unies, à continuer à accompagner les efforts des parties prenantes burkinabé en vue de l'aboutissement de la Transition dans les délais convenus.

C'est dans ce contexte que le CPS a demandé à la Commission, conjointement avec la CEDEAO et les Nations unies, et prenant appui sur les résultats des missions conjointes entreprises au Burkina Faso, de mettre en place un Forum international regroupant les pays voisins et les autres parties prenantes régionales, ainsi que les partenaires internationaux concernés, afin de soutenir la transition au Burkina Faso et de faciliter la mobilisation de l'appui nécessaire. Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, copie du communiqué du CPS.

Monsieur Jeffrey Feltman
Secrétaire général adjoint aux Affaires politiques,
Nations unies
New York

EW/rt

Aussi voudrais-je proposer que l'UA, les Nations unies et la CEDEAO se consultent aussi rapidement que possible sur les modalités de mise en place de ce Forum, notamment à travers la tenue, à Addis Abéba, le 8 décembre 2014 ou à toute autre date qui serait mutuellement convenue, d'une réunion technique pour s'accorder sur les modalités de fonctionnement du Forum envisagé (composition, régularité des réunions et modalités de suivi des conclusions qui seraient adoptées, entre autres questions). Dans cet exercice, nous pouvons utilement nous inspirer des expériences antérieures qui ont été les nôtres en Guinée, avec le Groupe international de Contact, et au Mali, avec le Groupe de soutien et de suivi.

Je voudrais saisir cette occasion pour réitérer l'engagement de l'UA à continuer à œuvrer conjointement avec les Nations unies et, dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), avec la CEDEAO, pour accompagner et appuyer le processus en cours au Burkina Faso. L'action conjointe et coordonnée de nos trois organisations est un gage d'efficacité. Je voudrais vous informer que j'ai envoyé une lettre similaire au Président de la Commission de la CEDEAO, M. Kadré Désiré Ouédraogo.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général adjoint, à l'assurance de ma très haute considération.



Smail Chergui
Commissaire à la Paix et à la Sécurité

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P. 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ
468^{ÈME} RÉUNION
ADDIS ABÉBA, ÉTHIOPIE
18 NOVEMBRE 2014

PSC/PR/COMM.(CDLXVIII)

COMMUNIQUÉ

PSC/PR/COMM.(CDLXVIII)

Page 1

COMMUNIQUE

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), en sa 468^{ème} réunion tenue le 18 novembre 2014, a adopté la décision qui suit sur la situation au Burkina Faso:

Le Conseil,

1. **Prend note** de la communication de l'Envoyé spécial de l'UA pour le Burkina Faso et des informations additionnelles fournies par la Commission, ainsi que de la déclaration faite par le représentant du Burkina Faso. Le Conseil **prend également note** du Mémoire sur la situation au Burkina Faso soumis par le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et présenté par le Ghana en sa qualité de pays assurant la présidence en exercice de la CEDEAO, ainsi que de la déclaration faite par le représentant des Nations unies;
2. **Rappelle** le communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV) adopté lors de sa 465^{ème} réunion tenue le 3 novembre 2014, ainsi que le communiqué de presse publié par la Présidente de la Commission, le 17 novembre 2014;
3. **Exprime sa profonde gratitude** au Président en exercice de l'Union, le Président Mohamed Ould Abdel Aziz de Mauritanie, ainsi qu'aux Présidents Macky Sall du Sénégal, Président du Groupe de contact de la CEDEAO sur le Burkina Faso, John Dramani Mahama du Ghana, Président en exercice de la CEDEAO, Godluck Jonathan du Nigéria, et Faure Gnassingbé du Togo, pour les efforts soutenus et diligents qu'ils ont déployés en vue de la mise en place d'une transition civile au Burkina Faso, y compris les visites entreprises à Ouagadougou dans le cadre du communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV) et des principes qui sous-tendent l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA);
4. **Réitère son appréciation** aux Commissions de l'UA et de la CEDEAO, ainsi qu'au Secrétariat des Nations unies, pour les missions conjointes entreprises à Ouagadougou, comprenant l'Envoyé spécial de l'UA pour le Burkina Faso, Edem Kodjo, le Président de la Commission de la CEDEAO, Kadre Désiré Ouédraogo, et le Représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, et ce dans le cadre des efforts d'ensemble visant à faciliter la mise en place d'une transition civile au Burkina Faso;
5. **Se félicite** des avancées significatives enregistrées au Burkina Faso en vue de la mise en place d'une transition civile, conformément aux aspirations du peuple burkinabè à l'approfondissement de la démocratie. À cet égard, le Conseil **note avec satisfaction**:
 - (i) le rétablissement de la Constitution de 1991, le 15 novembre 2014;
 - (ii) la signature par l'ensemble des acteurs burkinabè, le 16 novembre 2014, à Ouagadougou, de la Charte de transition, devant conduire à l'organisation, dans un délai maximum d'une année, d'élections libres, régulières et transparentes; et
 - (iii) la désignation d'une personnalité civile, M. Michel Kafando, comme Président de la transition, et **attend avec intérêt** sa prestation de serment, le 18 novembre 2014, et le transfert du pouvoir par l'armée, le 21 novembre 2014 ;

6. **Reconnait** que ces mesures sont conformes aux dispositions pertinentes du communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV) et **convient**, dans la perspective du transfert du pouvoir au Président de transition nouvellement désigné, prévu le 21 novembre 2014, de ne pas prendre les mesures qui avaient été envisagées aux paragraphes 9 (iii) et 14 du communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV), y compris la suspension de la participation du Burkina Faso aux activités de l'UA ;

7. **Exprime sa profonde appréciation** à l'ensemble des parties prenantes et au peuple burkinabé pour leur maturité politique et leur sens des responsabilités, ainsi que pour avoir placé l'intérêt de leur pays au-dessus de toutes autres considérations. Le Conseil **les félicite** pour les résultats enregistrés jusqu'ici ;

8. **Encourage** le peuple burkinabé à persévérer dans ses efforts, en vue d'assurer une transition civile, à travers la désignation de personnalités civiles pour diriger les autres institutions de transition, conformément à ses aspirations et au communiqué PSC/PR/COMM. (CDLXV), ainsi que de faire avancer la cause de la réconciliation entre toutes les composantes de la société ;

9. **Réitère** l'engagement de l'UA, en étroite coopération avec la CEDEAO et dans le cadre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, ainsi qu'avec les Nations unies, à continuer à accompagner les efforts des parties prenantes burkinabé en vue de l'aboutissement de la transition dans les délais convenus. Le Conseil **appelle** l'ensemble de la communauté internationale à soutenir ces efforts et à mobiliser, en faveur du Burkina Faso, tout l'appui nécessaire ;

10. **Demande** à la Commission, conjointement avec la CEDEAO et les Nations unies, et prenant appui sur les résultats des missions conjointes entreprises au Burkina Faso, de mettre en place un Forum international regroupant les pays voisins et les autres parties prenantes régionales, ainsi que les partenaires Internationaux concernés, afin de soutenir la transition au Burkina Faso et de faciliter la mobilisation l'appui nécessaire ;

11. **Convient**, au regard des leçons tirées de la gestion de la situation au Burkina Faso, de la nécessité de redoubler d'efforts dans le domaine de la prévention des conflits, sur la base des instruments de l'UA et des communiqués pertinents du Conseil. Le Conseil **souligne** la nécessité de la mise en œuvre effective de la Charte africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance, et **appelle** tous les États membres qui ne l'ont pas encore fait à prendre les dispositions nécessaires pour signer et ratifier cet instrument ;

12. **Décide** de rester activement saisi de la question.

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

P.O. Box: 3243, Addis Ababa, Ethiopia, Tel.: (251-11) 551 38 22 Fax: (251-11) 551 93 21
Email: situationroom@africa-union.org

PEACE AND SECURITY COUNCIL
468TH MEETING
ADDIS ABABA, ETHIOPIA
18 NOVEMBER 2014

PSC/PR/COMM.(CDLXVIII)

COMMUNIQUE

PSC/PR/COMM.(CDLXVIII)

Page 1

COMMUNIQUE

The Peace and Security Council of the African Union (AU), at its 468th meeting held on 18 November 2014, adopted the following decision on the situation in Burkina Faso:

Council,

1. **Takes note** of the briefing by the Special Envoy of the Chairperson of the Commission for Burkina Faso and the additional information provided by the Commission, as well as of the statement made by the representative of Burkina Faso. Council **also takes note** of the Memorandum on the situation in Burkina Faso submitted by the President of the Commission of the Economic Community of West African States (ECOWAS) and presented by Glória, as Chair of ECOWAS, as well as of the statement made by the representative of the United Nations (UN);
2. **Recalls** communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV) adopted at its 465th meeting held on 3 November 2014, as well as the press release issued by the Chairperson of the Commission on 17 November 2014;
3. **Expresses deep appreciation** to the current Chairperson of the African Union, President Mohamed Ould Abel Aziz of Mauritania, as well as to Presidents Macky Sall of Senegal, Chair of the ECOWAS Contact Group on Burkina Faso, John Dramani Mahama of Ghana, current Chairman of ECOWAS, Goodluck Jonathan of Nigeria, and Faure Gnassingbe of Togo, for their sustained and timely efforts towards the establishment of a civilian-led transition in Burkina Faso, including the visits undertaken to Ouagadougou within the framework of communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV) and the principles underlying the African Peace and Security Architecture (APSA);
4. **Reiterates its appreciation** to the AU and ECOWAS Commissions, as well as to the UN Secretariat, for the joint missions conducted to Ouagadougou, comprising the AU Special Envoy for Burkina Faso, Edem Kodjo, the President of the ECOWAS Commission, Kadre Desire Ouedraogo, and the UN Special Representative for West Africa, Mohamed Ibn Chambas, as part of the overall efforts to facilitate the establishment of a civilian-led transition in Burkina Faso;
5. **Welcomes** the significant progress made in Burkina Faso towards the establishment of a civilian-led transition, in conformity with the aspirations of the people of Burkina Faso for the consolidation of democracy in their country. In this respect, Council **notes with satisfaction** :
 - (i) the restoration of the 1991 Constitution, on 15 November 2014;
 - (ii) the signing, on 16 November 2014, in Ouagadougou, by all the Burkinabe stakeholders, of the Transitional Charter, leading to the holding, within a maximum of one year, of free, fair and transparent elections; and
 - (iii) the appointment of a civilian, Mr. Michel Kafando, as Transitional President, on 17 November 2014, and **looks forward** to his swearing-in, on 18 November 2014, and to the transfer of power by the military, on 21 November 2014 ;
6. **Recognizes** that these measures are in line with the relevant provisions of communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV) and **agrees**, in anticipation of the transfer of power to the newly-designated Transitional President, scheduled to take place on 21 November 2014, not to take the measures that were envisaged in paragraphs 9 (iii) and 14 of communiqué PSC/PR/COMM.(CDLXV), including the suspension of the participation of Burkina Faso in the activities of the AU;

PSC/PR/COMM.(CDLXVIII)

Page 2

7. **Expresses appreciation** to all the Burkinabe stakeholders and people for their political maturity and sense of responsibility, as well as for placing the interest of their country above all other considerations. Council **congratulates** them for the achievements made so far;
8. **Encourages** the Burkinabe people to persevere in their efforts to ensure a civilian-led transition, through the appointment of civilian personalities to head the other transitional institutions, in accordance with their aspirations and communiqué PSC/PR/COMM. (CDLXV), as well as to further reconciliation among all the components of the society;
9. **Reiterates** the AU's commitment, in close cooperation with ECOWAS and within the APSA framework, as well as with the UN, to continue to support the efforts of the Burkinabe stakeholders for the completion of the Transition within the agreed timeframe. Council **calls on** the larger international community to support these efforts and to mobilize the necessary support in favor of Burkina Faso;
10. **Requests** the Commission, jointly with ECOWAS and the UN, and building on the achievements of the joint missions undertaken to Burkina Faso, to establish an International Forum bringing together the neighboring countries and other regional stakeholders, as well as relevant international partners, to support the transition in Burkina Faso and facilitate the mobilization of the required support;
11. **Agrees**, in view of the lessons learnt from the management of the situation in Burkina Faso, on the need for renewed efforts towards conflict prevention, based on the relevant AU instruments and Council's communiqués. Council **underlines** the imperative of the effective implementation of the African Charter on Democracy, Elections and Governance, and **calls once again** on all Member States that have not yet done so to take the necessary steps to sign and ratify this instrument;
12. **Decides** to remain actively seized of the matter.



**Fw: *Confidential: Update on Developments in Burkina Faso
[DPA/OSUG/2014-03929]**

SGCentral to: Hazel Foster

Sent by: Hazel Foster

02/12/2014 08:47 AM

----- Forwarded by Hazel Foster/NY/UNO on 02/12/2014 08:47 AM -----

From: Brenda Vongova/NY/UNO
To: SGCentral/NY/UNO@UNHQ, Maria Zaroui/NY/UNO@UNHQ, Silva Armani/NY/UNO@UNHQ, Dora Przybylek/NY/UNO@UNHQ, Ugo Solinas/NY/UNO@UNHQ, Katarina Mansson/NY/UNO@UNHQ,
Cc: Joao Honwana/NY/UNO@UNHQ, Christopher Coleman/NY/UNO@UNHQ, Bertrand Njanja-Fassu/NY/UNO@UNHQ, Brenda Vongova/NY/UNO@UNHQ, DPA-OUSG Correspondence, Manuela Torre/NY/UNO@UNHQ
Date: 01/12/2014 08:21 PM
Subject: *Confidential: Update on Developments in Burkina Faso [DPA/OSUG/2014-03929]

Dear Colleagues,

Please find enclosed a note to the SG on the establishment of an international forum on Burkina Faso by the AU.



20141201190746.pdf

Kind regards,
Brenda



Ms. Brenda VONGOVA

Office of the Under-Secretary-General for Political Affairs

Work: +1 917 367 0292 | E-mail: vongova@un.org

Notice of Confidentiality: This email transmission contains United Nations proprietary information that is strictly confidential and/or legally privileged and intended strictly for use by the official of the United Nations and/or named recipient hereof. Any unauthorized disclosure, copying, distribution or other use of the information herein is strictly prohibited. If the reader of this message is not the intended recipient, or the agent responsible for delivering it to the intended recipient, please notify the sender immediately and destroy the original message with all attachments.